***Le Réveil socialiste-anarchiste - n°24***
*23 novembre 1901*

# GENS DE CRÈCHE...

Le *Peuple* se fâche. Nous allons lui montrer qu'il a tort.

Au mois de février dernier il avait affirmé que nos idées sont fausses et rétrogrades et que notre tactique fait le jeu de toutes les réactions.

Nous l'avons invité à appuyer ces affirmations par des arguments et des faits, mais sans obtenir de réponse. Il a continué quand même, cela va sans dire, à parler de la société bourgeoise en la taxant d'anarchiste... Manière indirecte de nous insulter, bien propre à tous les partisans du capitalisme d'État, se croyant socialistes.

Indifférent à nos attaques en temps ordinaire, le rédacteur du *Peuple* n'a pu le rester en période électorale et s'est indigné à la lecture de notre affiche abstentionniste, dont le rouge trop flamboyant l'a aveuglé.

Il commence par affirmer que les mots socialiste et anarchiste hurlent de se trouver ensemble, car ils sont la négation l'un de l'autre. Il est bien avéré qu'au début le socialisme a été dans presque tous les pays antiparlementaire et anarchiste et qu'à Genève même, avant les *créchiers* d'aujourd'hui, il y a eu un mouvement important de l'Internationale bakouniniste; mais nos socialistes de gouvernement, à force de s'allier avec les radicaux et de voir leurs coreligionnaires des différents pays s'unir aux fractions les plus opposées de la bourgeoisie, ont fini par croire que tout le monde peut être socialiste, excepté ceux qui veulent donner au socialisme un caractère bien distinct et le maintenir indépendant de tous les autres partis.

Le *Peuple* nous fait ensuite le reproche de ne pas respecter la liberté d'opinion, car nous attaquons le parlementarisme.

Tels les gens d'Église, qui se plaignent des libres-penseurs, car ils ne respectent pas la liberté de pensée en attaquant les différentes religions. Inutile d'insister sur la puérilité de pareils arguments.

*«La suprême joie, pour les candidats ouvriers,* disait notre affiche, *est de lâcher l'outil pour devenir fonctionnaires et faire leur petite partie dans le gaspillage des finances de l'État».*

N'en déplaise au rédacteur du *Peuple,* c'est là une simple constatation de fait. Prenons, sans autre, la liste des candidats de 1898, avant l'adoption de la loi sur les incompatibilités:

| | |
|---|---|
| Thiébaud, conseiller d'État. | Renaud, conseiller administratif. |
| Morel, juge-assesseur. | Sigg, secrétaire ouvrier. |
| Triquet, juge de paix. | Jacob, maître de gymnastique. |
| Jolidon, prof. à l'École des arts et métiers. | Kremm, agent de recensement. |
| Lobsiger, prof. à l'Ecole des arts et métiers. | Morier, juge suppléant. |
| Schoefer, secrét. de la Chambre du Travail. | Volet, agent de police, aujourd'hui démissionnaire, sauf erreur. |

Sur 17 candidats, voilà 12 fonctionnaires d'État ou d'institutions subventionnées en tout ou en grande partie par l'État, ce qui revient au même. Il reste cinq candidats, dont l'un, Kohler, est décédé, l'autre Taban, a été excommunié, et parmi les trois derniers il y a peut-être encore un employé quelconque.

Aucun des candidats éliminés par la loi sur les incompatibilités n'a repris l'outil pour se dévouer de nouveau à la cause. Il nous est bien permis d'en conclure que leur suprême joie était le fonctionnarisme et non la défense des intérêts populaires! Il est aussi bon de rappeler qu'il y a une année, au moment de l'élection du Conseil d'État, les électeurs socialistes, en deux assemblées successives, ayant repoussé à une grande majorité la candidature Didier, une vingtaine de *créchiers*, auxquels se joignirent dix autres personnes, parents ou obligés, décidèrent, au nom du parti, l'alliance quand même!

Le socialisme hurle de se trouver avec l'anarchisme, mais avec M. Didier, quel parfait accord!

L'affaire de l'écusson russe est venue aussi prouver que certains entendent par socialisme: *«faire leur*

*petite partie dans le gaspillage des finances de l'État»*. Nos camarades étaient arrêtés et on ne protestait pas contre cet emprisonnement, au contraire, on le justifiait en blâmant leur acte; mais on se disait prêt à mourir pour défendre la subvention de 20.000 francs au Secrétariat ouvrier! Nous n'inventons rien; il n'y a qu'à relire les ordres du jour parus à l'époque dans le *Peuple*.

Le plus grave de nos délits est celui d'avoir confondu les socialistes dans la tourbe des candidats bourgeois. Pour expliquer ce mot, nous n'aurions qu'à reproduire ce que les socialistes-démocrates ont dit des socialistes du *Peuple* et vice-versa. Cette fois-ci ils figuraient tous sur la même liste, ensuite d'une entente qui suffit à prouver la duplicité et la mauvaise foi des politiciens du socialisme.

Le rédacteur du *Peuple*, en répétant ce mot tourbe, fait une petite déclamation du plus beau comique pour ceux qui, comme nous, connaissent parfaitement bien certains hommes et certaines choses et nombre d'incidents qui ont précédé et suivi les élections du 10 novembre. Lorsque son patron, M. Favon, traitait de tourbe étrangère les socialistes d'autres nationalités, il ne s'est nullement ému. A ce moment-là, il était occupé à répondre bien docilement à toutes les mises en demeure et aux désaveux qu'on exigeait de lui, toujours pour sauvegarder la sainte alliance!

Le camarade Held et moi approuvons entièrement le manifeste du Groupe. Pour ma part, j'ajouterai que j'ai publié ici même, il y a une année, un article ou j'appréciais l'œuvre des *créchiers* à sa juste valeur. Le peuple doit connaître le scandaleux marchandage de places à l'auge gouvernementale, fait sous le couvert du socialisme. On croyait que M. Giroud, aujourd'hui presque oublié, ne trouverait pas trop d'imitateurs. Quelle naïveté! Il était pourtant typique, l'exemple de cet ancien président de la *Fédération ouvrière*, nommé député socialiste d'abord et directeur du bureau de l'enfance abandonnée ensuite. Du jour où il a été casé, on ne l'a plus revu à aucune assemblée socialiste et ouvrière. Il disparut, pour ainsi dire, de la circulation. La question sociale était pour lui résolue: 4.000 francs de traitement. Il y a un pauvre enfant que M. Giroud a abandonné lui-même et dont son bureau ne s'occupera certainement pas: c'est le socialisme. Cela vaut mieux d'ailleurs, que de s'en occuper, comme les autres élus et candidats en place, uniquement pour le maintenir dans l'ornière radicale.

L'article du *Peuple* se termine par une attaque contre un de nos camarades étrangers qui prouve une fois de plus la mauvaise influence des élections sur le moral des candidats. *«Quelle inépuisable source de turpitudes et d'imbécilités!»*, a dit M. Favon en parlant des dernières élections, avec beaucoup de justesse!

D'abord, quel but se propose M. Sigg en désignant un sujet étranger comme l'inspirateur de notre propagande? Quelles preuves a-t-il de l'impuissance morale et intellectuelle dont il accuse notre ami? Nous ne parlons pas de celle physique, n'étant pas des pornographes.

Le *Peuple* fait allusion à ceux *«qui se tirent les pieds des responsabilités et qui en envoient d'autres à leur place devant les tribunaux».*

Mettons les points sur les i. Est-ce du procès de *l'Almanach* qu'il veut parler? Je fus poursuivi avec les camarades Held et Frigerio pour l'impression et la diffusion de cette brochure. L'article incriminé avait été reproduit d'une petite brochure parue plusieurs mois auparavant et personne d'entre-nous n'a jamais été accusé de l'avoir écrit. D'ailleurs, voici les conclusions du juge d'instruction:

*«En ce qui concerne N. S., il reconnaît lui-même professer les idées d'un parti qu'il désigne sous le nom de "socialiste-anarchiste"; il est établi qu'il a des relations avec des personnes notoirement connues comme anarchistes; son nom ou des initiales paraissant le désigner se retrouvent dans plusieurs documents saisis. Mais l'enquête n'établit pas d'une manière certaine qu'il ait participé soit à la rédaction, soit à l'impression, soit à la diffusion de "l'Almanach"».*

Si le rédacteur du *Peuple* a des preuves qui contredisent ces conclusions, il est instamment prié de les transmettre à M. Kronauer. Plus de danger, alors, que l'allocation au Secrétariat ouvrier soit supprimée...

Notre ami peut bien mépriser certaines attaques car il a payé plusieurs fois de sa personne. Expulsé de France et d'Autriche, condamné au domicile forcé en Italie, en Suisse même il a fait un mois de prison pour *l'Almanach*, tandis que nous n'avons pas fait une heure.

Ce n'est pas lui qui a jamais été sur les tréteaux, mais ces candidats qui *descendent au peuple*! En effet, il ne peut être question d'autres hauteurs!

**Luigi BERTONI.**